N° 1. SAMEDI 27 AOUT 1830 IIe ANNÉE.

L'ORGANISATEUR,

JOURNAL

DE LA DOCTRINE SAINT-SIMONIENNE.

PRIX
DE L'ABONNEMENT :
25 fr. pour l'année ;
13 fr. pour six mois ,
Et 7 fr. pour trois mois.

ON S'ABONNE
Rue Monsigny, n° 6 ;
Chez Alex. Mesnier, place de la Bourse ;
Et chez Éverat, rue du Cadran, n° 16.

Toutes les institutions sociales doivent avoir pour but l'amélioration du sort moral, physique et intellectuel de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.

Tous les priviléges de la naissance, sans exception, seront abolis.
A chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres.

MM. les Souscripteurs dont l'abonnement a expiré le 15 août dernier sont priés de le renouveler immédiatement s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans l'envoi du Journal.

Toutes les lettres ou paquets, envois d'argent, doivent être adressés francs de port au Bureau du Journal.

POLITIQUE.

Jugement de la doctrine de Saint-Simon, sur les derniers événemens.

Des hommes qui pendant quarante ans n'avaient cessé de nier, au nom de Dieu, la plus grande manifestation de sa providence dans les temps modernes, la révolution française, un jour, enivrés par leurs propres clameurs, enhardis par la longue impunité laissée à leurs insultes, à leurs menaces toujours croissantes, osèrent enfin parler et agir comme si ce grand événement avait été rayé des fastes de l'humanité. A cette attaque insensée et imprévue, la révolution se leva dans toute sa force première, et en un moment acheva d'anéantir ou de disperser ses aveugles et chétifs ennemis.

Cette crise a été grande et solennelle; mais apres la victoire qui l'a si promptement terminée ; après tant de noble exaltation d'héroïque dévouement qu'elle a mis au jour, qu'y a-t-il de nouveau au monde ? qu'y a-t-il de changé dans l'ordre social ? quelque grande sympathie, auparavant étrangère aux hommes, s'est-elle emparé de leurs cœurs ? quelque autre révélation est-elle venue leur découvrir de plus brillantes destinées, les associer pour un but nouveau ? Non : seulement un fait est consommé ; une possession jusque-là précaire est devenue certaine ; la révolution française, enfin, a reçu sa sanction définitive.

Et c'est là sans doute une importante conquête ; car pour que l'humanité pût faire un nouveau pas dans la carrière du progrès, il fallait, avant tout, que celui-là fut assuré : pour que les hommes qui sont appelés à marcher à sa tête consentissent à tourner leurs regards vers l'avenir, il fallait d'abord qu'ils fussent délivrés des craintes de rétrogradation qui les préoccupaient ; il fallait qu'ils eussent *foi* dans le progrès ; or, cette foi vient de leur être donnée par l'impuissance des derniers efforts du passé, par la facile victoire qu'ils ont remportée sur lui.

Cette victoire est donc un bienfait ; nous l'avons glorifiée, nous l'avons saluée de nos acclamations ; mais, nous le répétons, ce n'est point là une révolution sociale : le monde attend une ère nouvelle ; cette ère n'a point commencé ; seulement celle du passé vient de se rapprocher de son terme.

Depuis la fin du dernier siècle il n'y a plus qu'une ré-

volution possible dans le sein des sociétés, mais elle est inévitable : or, voici les changemens qu'apportera au monde cette révolution, que tant de fois déjà nous avons annoncée, qui ne s'accomplira ni par le fer ni par le feu, qui ne sera pas cimentée par un nouveau sacrifice sanglant, mais que l'élan des cœurs doit rendre irrésistible

Les peuples aujourd'hui sont divisés, isolés ; ceux qui se trouvent en contact se regardent comme se faisant réciproquement obstacle ; la guerre, l'antagonisme sous toutes ses formes, sont l'expression habituelle de leurs rapports.

Les peuples seront unis, ou plutôt l'humanité entière ne formera plus qu'un seul peuple ; aux associations partielles et rivales que nous voyons exister, succédera l'ASSOCIATION UNIVERSELLE ; la guerre alors aura pour toujours disparu de la surface du globe.

Sous les noms de liberté, d'indépendance et de concurrence, les individus, dans le sein de chaque société particulière, sont entre eux, sous le triple rapport de leurs *sentimens*, de leurs *idées*, de leurs *actes*, dans un état d'antagonisme ou au moins d'isolement analogue à celui qui existe entre les peuples. Ceux qui suivent des carrières différentes se croient étrangers les uns aux autres ; ceux qui suivent la même carrière se considèrent comme des rivaux, et se conduisent comme si l'un ne pouvait s'élever ou prospérer qu'en abaissant ou en ruinant les autres.

Tous les individus seront unis, associés par un même amour, dans une même pensée et pour un même but ; les différentes activités individuelles se confondront dans une activité commune ; la diversité des travaux ne se présentera plus que comme l'expression de la division harmonique d'un même travail, et tous se réjouiront du progrès de chacun ; car le progrès de chacun contribuera directement à l'avancement de tous.

La société aujourd'hui n'a point de but d'activité déterminé ; ses institutions, ses lois, n'ont pour unique objet que la conservation des intérêts *individuels* de la minorité de ses membres.

La société sera organisée pour le progrès de la RELIGION, de la *science* et de l'*industrie* ; elle aura directement pour but, par cette organisation, l'amélioration MORAL, *intellectuelle* et *physique* du sort de la classe la plus nombreuse.

Les hommes investis du pouvoir politique sont considérés comme les ennemis naturels de ceux qu'ils gouvernent, ou au moins, dans le cas le plus favorable, comme leur étant toujours inférieurs en générosité, en lumières, en activité : et en effet *aujourd'hui*, soit égoïsme, soit incapacité, il est certain que leur tendance générale est de faire rétrograder la société ou d'en arrêter le mouvement. Aussi, quelle que soit leur faiblesse, s'applique-t-on chaque jour encore à donner, sous le titre de *garanties*, de nouvelles entraves à leur action.

Les chefs de la société seront ceux qui l'aimeront le mieux, qui lui révéleront sa destination et qui seront les plus capables de l'y conduire ; les peuples s'abandonneront avec amour à leur direction, et ils se réjouiront de leur puissance, et leur plus ardent désir sera de la voir s'étendre ; car chaque accroissement de la puissance de leurs chefs sera le signe d'un progrès accompli pour eux-mêmes et le gage d'un progrès nouveau qu'ils se sentiront appelés à faire.

La hiérarchie politique et la hiérarchie du travail sont étrangères l'une à l'autre :

Les chefs des travaux, *religieux*, *scientifiques* et *industriels* seront, à ce titre seul, les chefs politiques de la société.

Les classes *oisives*, celles qui vivent du loyer des terres et des capitaux, c'est-à-dire du loyer des instrumens du travail, dont elles ont la *propriété*, sont les classes les plus favorisées, les plus considérées :

Il n'y aura plus de *propriété* conférant à quelques hommes le privilége de l'oisiveté, tous travailleront ; et ceux seulement qui travailleront le plus, ou dont les travaux auront le plus d'importance, seront les plus favorisés les plus considérés.

Il n'existe aujourd'hui aucune relation sociale déterminée, aucun lien politique, entre l'homme dévoué et l'égoïste, entre le savant et l'ignorant, entre le riche et le pauvre. L'homme sympathique s'éloigne de l'égoïste qui le glace ; l'égoïste repousse un amour qui l'accuse et qui semble le menacer à la fois dans sa possession et dans ses projets ; le savant se sépare avec dédain de la masse ignorante, et celle-ci ne voit qu'avec défiance ou avec mépris les travaux du savant dont elle ne peut comprendre la valeur. Le riche craint le pauvre, et le pauvre n'éprouve que de l'envie ou de la haine pour le riche, dont les jouissances n'ont d'autre effet que de lui faire sentir plus vivement sa misère.

Les privilégiés de l'amour, de la science, de la richesse, auront pour mission d'élever sans cesse vers eux tous les autres hommes ; et ils travailleront avec ardeur, car cette tâche sera pour eux la seule carrière ouverte à leur propre avancement ; et tous béniront leur privilége, car tous y reconnaîtront la source des progrès dont ils se réjouiront pour eux-mêmes.

Les hommes se trouvent aujourd'hui destinés à l'élévation morale ou à la dépravation, aux lumières ou à l'ignorance, à la richesse ou à la misère, d'*après le hasard seul de la naissance ;* c'est-à-dire d'après la position dans laquelle se trouvaient fortuitement eux-mêmes les parens dont ils sont nés.

Aucune classe ne sera plus vouée à la dépravation, à l'ignorance, à la misère ; il n'y aura plus entre les hommes que des inégalités d'amour, de science et de richesse; et ces inégalités ne seront plus déterminées par le hasard de la naissance. Toutes les chances d'avancement seront égales pour tous, au moment où ils arriveront à la vie ; car à ce moment la même éducation sera mise à la portée de tous, et le fonds de la richesse sociale leur sera également ouvert ; les inégalités qui s'établiront entre eux, ne seront donc que l'expression fidèle de celles mêmes de leurs vocations primitives.

Chacun alors sera véritablement PLACÉ dans le monde SELON SA CAPACITÉ et RÉCOMPENSÉ SELON SES ŒUVRES.

Les femmes, à peine sorties de la servitude, sont encore partout tenues en tutelle et frappées d'interdiction, religieuse, politique et civile ; l'homme lui seul constitue l'*individu social*, le mariage est un acte purement individuel :

Les femmes seront définitivement affranchies ; l'INDI-

VIDU SOCIAL sera l'homme et la femme ; toute fonction RELIGIEUSE, *scientifique*, *industrielle*, sera exercée par un couple. Le mariage sera à la fois un acte *social* et *individuel.*

L'homme enfin, jeté comme au hasard entre un passé qu'il repousse et qu'il ne comprend pas, et un avenir qu'il ignore et qu'il ne cherche pas, reste sans *lien* avec ses semblables, sans *lien* avec le monde extérieur ; en un mot, sans RELIGION.

Vainement quelques débris des croyances du passé, quelques vagues instincts d'avenir se produisent-ils sous ce titre sublime : la *religion* est ce qui *lie ;* et ces superstitions, ces pressentimens, entièrement renfermés dans la sphère étroite de l'individualité ne lient rien, et bien plus ne prétendent rien lier, ce qui est assez attesté et par la *liberté* des *cultes* que toutes les opinions religieuses s'accordent également à réclamer, et surtout par cet argument, sur lequel elles se fondent : que la religion est un fait qui appartient à *chacun*, et qui doit rester en conséquence en dehors du réglement politique.

L'humanité se concevra une destination qui liera le passé à l'avenir, l'homme à l'homme, et l'homme au monde extérieur. Alors il y aura une RELIGION, et cette religion qui sera non plus *dominante*, mais SEULE, sera la loi politique.

Tels sont les changemens que devra amener la seule révolution possible aujourd'hui après celle que la France, il y a quarante ans, a opérée pour l'Europe tout entière.

Or, aucun de ces changemens n'a été produit par la crise qui vient de se passer ; l'état de la société est aujourd'hui fondamentalement ce qu'il était avant cette crise : il y a plus, il est évident même que plusieurs des désordres ou des imperfections que nous venons de signaler comme devant disparaître, ont pris, par elle, un caractère plus prononcé.

C'est ainsi que l'anarchie morale, intellectuelle et matérielle, vient de se ménager une carrière plus large en réclamant, ce qu'il serait impossible de refuser aujourd'hui, une plus grande extension de la liberté des cultes, de celle de l'enseignement et de la concurrence industrielle ;

Que la défiance des gouvernés envers les gouvernans s'est assuré le moyen de se produire avec plus d'efficacité et plus d'éclat, en stipulant des garanties plus fortes contre les nouveaux dépositaires de l'ancien pouvoir ;

Et qu'enfin l'abaissement politique des femmes vient de recevoir en quelque sorte une nouvelle sanction par la reproduction naïve ou brutale, comme on voudra l'appeler, qui vient d'être faite, dans l'acte le plus solennel du moment, de la formule par laquelle une peuplade à demi-sauvage de la Germanie déclarait, il y a quinze siècles, que les femmes étaient incapables ou indignes de régner.

Une révolution sociale est un événement qui fait entrer un élément nouveau dans l'ordre politique, dans l'activité humaine, qui change les relations des hommes, et qui, sous tous ces rapports, se témoigne par l'amélioration du sort MORAL, *intellectuel* et *physique* de la classe la plus nombreuse : rien de semblable n'est arrivé ; les événemens dont nous venons d'être témoins ne constituent donc point une révolution sociale : celle que le monde attendait avant eux est encore tout entière à faire.

Mais une fois ce point important constaté et la société mise ainsi à l'abri d'une illusion qui serait de nature à ralentir l'activité progressive des hommes généreux, soit en jetant dans la contemplation oisive de la victoire ceux qui ne seraient frappés que de son éclat, soit en plongeant dans le découragement ceux qui, regardant ses résultats comme définitifs, sentiraient leur insuffisance, il faut se hâter d'applaudir au changement qui vient de s'opérer, sinon pour le bien positif et actuel qu'il a produit, au moins pour le mal qu'il a empêché ; mais par-dessus tout pour la carrière qu'il laisse ouverte au progrès.

C'est à nous surtout, enfans de Saint-Simon, dépositaires de la foi qui doit régénérer le monde, qu'il appartient de le bénir, de le glorifier à ce dernier titre, et cela doublement, soit pour la liberté plus grande que, momentanément au moins, il donne à l'émission de nos pensées, à l'effusion de nos sympathies, soit surtout pour l'autorité nouvelle que doivent à l'avenir recevoir nos paroles de l'éclatante justification qu'il contient des jugemens, des prévisions, dont tant de fois déjà nous avons fatigué l'incrédulité superficielle et dédaigneuse qui nous entoure.

Mais peut-être les esprits, préoccupés encore, n'aperçoivent-ils point ce témoignage que nous invoquons : qu'il nous soit donc permis de le mettre en évidence et de reproduire ainsi une partie de nos enseignemens, devant un public désormais plus favorablement placé pour nous entendre.

Depuis cinq ans nous disions après notre maître : la société actuelle est une arène ; ce que nous appelons notre *constitution politique*, n'est que la systématisation de la lutte qui s'y passe ; nos débats parlementaires, nos brigues électorales, notre polémique de la presse, ne sont que les expressions les plus saillantes de cette lutte.

On nous répondait : ce que vous prenez pour un état de guerre, n'est que la manière régulière dont se passe le phénomène de la *vie politique ;* tel est l'état normal, physiologique du corps social, et c'est ce que vous reconnaîtrez bientôt, lorsque, surmontant les préjugés, les habitudes timides que le despotisme a mis en vous, vous vous serez familiarisés avec le beau spectacle que présente l'agitation féconde et inoffensive de la liberté.

Mais un jour, sans brusque transition, et comme le terme qui devait suivre immédiatement et inévitablement les hostilités précédentes, le glaive et la mitraille sont venus trancher la question et dissiper enfin l'illusion que nous combattions.

En présence de l'effroi que le fantôme de la contre-révolution jetait dans les esprits, et témoins des nombreux efforts qui s'appliquaient à prévenir une pareille rétrogradation ; nous répétions sans cesse que ce qui avait péri en 1789 ne saurait plus renaître, et que les volontés aveugles qui appelaient ou qui préparaient ce retour, étaient frappés d'impuissance : alors on nous montrait les citoyens sans armes, comprimés par une milice redoutable ; on nous montrait l'éducation de la jeunesse, les fonctions publiques envahies par de nombreuses congrégations, qui, exerçant leur influence jusque sur les relations de famille les plus intimes, embrassaient toute la France comme en un vaste réseau ; on nous parlait encore d'alliances ténébreuses entre tous les ennemis que

la révolution française comptait en Europe.... Eh bien! qu'est devenu cet appareil formidable, cet édifice élevé à tant de frais! Deux jours d'efforts sur un seul point de la France ont suffi pour le renverser à jamais et pour ne plus laisser de doutes sur la faiblesse des ennemis dont nous méprisions les menaces.

La critique (1), toute puissante pour détruire, disions-nous, est impuissante pour édifier.

Nous venons d'assister à ses rapides succès dans l'œuvre de la destruction; mais presque aussitôt nous avons assisté aussi à ses divisions, à ses tentatives impuissantes dans la tâche de l'édification. Et nous avons vu que si quelque accord extérieur a pu s'établir entre les vainqueurs, c'est grâce seulement à ce que les partis qui les divisaient ont consenti *à ne rien faire*.

Nous disions que le libéralisme ne pouvait rien pour améliorer le sort de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre; que cet objet important était même étranger à ses sympathies, à ses théories. — Ces expressions, si fréquemment employées, de *souveraineté du peuple*, de *droits naturels et imprescriptibles de l'homme*, d'*égalité*, etc., semblaient donner un démenti formel à cette accusation et la faire retomber tout entière sur la violence qui comprimait les efforts des partisans de la liberté. — Eh bien! le libéralisme a été vainqueur, et pas une des voix bruyantes qu'il a fait entendre ne s'est élevée en faveur de cette classe qui pourtant venait de lui donner la victoire; pas une au moins qui, en signalant l'abandon moral et intellectuel auquel elle est livrée, la misère dont elle gémit soit venue demander qu'on fît cesser cette iniquité et avec elle la fatalité qu'elle fait peser sur tant de générations.

Nous disions que la critique ne pouvait jamais espérer de détruire complétement l'institution sociale du passé, même dans les formes sous lesquelles elle l'attaquait le plus vivement, et que jusqu'à ce qu'une nouvelle pensée organique fût produite, les créations religieuses et politiques du moyen âge, tout en ne cessant de s'amoindrir, seraient pourtant toujours inévitables.

Un nouveau réglement d'ordre vient d'être établi, et c'est avec les débris de la royauté qu'on l'a composé, et c'est grâce à ce qui reste encore dans les cœurs, de religion ou de superstition pour le principe de la légitimité des races royales qu'il a été adopté (2). Nous ne parlerons pas du *droit de propriété* et du *droit d'héritage*, tels que nos codes les consacrent, et qui sont restés intacts dans cette occasion, car ils n'ont pas même été mis en discussion, et, qui plus est, il n'est venu à la pensée de personne qu'ils pussent être discutés, et cependant ces droits qui forment la base principale de l'ordre que présentent encore les relations sociales, résument en eux, en quelque sorte, tout le passé contre lequel la société se débat.

Nous disions enfin que les doctrines philosophiques et politiques du dernier siècle étaient épuisées, que leur mission était remplie; et qu'elles ne devaient ce qui leur restait d'animation qu'aux efforts inutiles que faisaient pour se relever de leur chute les puissances qu'elles avaient abattues.

On prétendait que ces doctrines touchaient à une transformation nouvelle d'où elles allaient sortir toutes pleines de vie et de jeunesse; et déjà on nous montrait avec admiration l'institution bâtarde du gouvernement représentatif comme un fruit de leur rénovation et comme l'indice des merveilles qu'elles allaient enfanter.

Ranimées un moment par des tentatives imbéciles de rétrogradation, nous les avons vues aussitôt après leur facile victoire, retomber dans leur incertitude, dans leur langueur, dans leur stérilité premières. — Toute doctrine progressive se témoigne à sa création, comme à chaque phase de son développement par un signe certain: l'apparition de quelques hommes auxquels toute puissance est donnée sur leur semblables, et qui les entraînent irrésistiblement à leur suite: Jésus et ses apôtres, St-Athanase et St.-Augustin, Grégoire VII et Innocent III, et toutes les puissances qui surgissent à leur voix, voilà les termes imposans de l'évolution du christianisme, les signes vivans de sa mission progressive; Luther et Calvin, Voltaire et Rousseau, Mirabeau et Robespierre, et tous les grands noms qui s'elevent à côté de ceux-là, voilà les témoignages irrécusables de la marche ascendante de la critique jusqu'à ce jour. Serait-elle entrée par la dernière crise, dans une nouvelle carrière de progrès? Mais où sont donc les imposantes figures, les puissances entraînantes qui viennent attester son nouvel avénement....? C'est en vain que dans la foule qui parle et qui s'agite on cherche quelque nom qui s'élève, quelque voix qui domine..... Rien n'est changé: si ce n'est pourtant qu'au milieu de tant de bruit, la médiocrité dont nous gémissions naguère est devenue plus frappante.

C'est ainsi que les derniers événemens sont venus vérifier les jugemens que nous avions portés sur la valeur des sentimens, des idées, des institutions qui caractérisent notre époque. Si la situation qu'ils ont mis en évidence ne devait pas avoir un terme, nous n'aurions qu'à gémir, sans doute, sur les lumières dont ils l'ont éclairée; mais en même temps qu'ils achevaient de dévoiler les misères que nous signalions, ils découvraient aussi les germes d'un meilleur avenir et rendaient ainsi un témoignage non moins éclatant à nos prophétiques espérances.

Nous annonçions que tous les peuples aujourd'hui divisés allaient être unis par un même amour: on applaudissait à la générosité de nos sentimens; mais sans avoir

(1) On se rappellera que nous comprenons sous ce titre toutes les sympathies, toutes les théories politiques qui se sont développées en Europe depuis la réforme, et que la révolution française a particulièrement sanctionnées.

(2) Vainement en cette occasion a-t-on hautement protesté contre la *légitimité de droit divin*, et répété sous toutes les formes que le nouveau roi ne devait son avénement qu'au libre choix de la nation: pourquoi donc le duc d'Orléans aurait-il été choisi de préférence à tout autre? Avait-il provoqué ou dirigé la résistance qui venait de rendre le trône vacant? Tout en offrant, par ses qualités personnelles et par ses antécédens, des garanties à la *liberté constitutionnelle*, en offrait-il plus que M. Lafayette, par exemple, ou même que le général Gérard, qui tous deux avaient figuré dans les événemens? On s'indignera sans doute de la supposition qu'un des hommes que nous venons de nommer ait pu prétendre à être roi de France: à la bonne heure; mais que l'on sache au moins reconnaître dans ce sentiment que si le duc d'Orléans a été appelé à la couronne, c'est surtout parce qu'il était membre d'une famille régnante, et déjà voisin du trône par sa naissance.

gard à toutes les preuves que nous tirions de l'histoire pour appuyer cette prédiction, on nous opposait en souriant le *rêve* de l'abbé de St-Pierre :

Eh! bien, nous avons vu l'Europe accueillir avec transport la nouvelle de nos efforts et de nos succès; nous avons vu l'Angleterre, cette ancienne ennemie de la France, cette nation dont les débats avec la notre résument aujourd'hui tout le vieil antagonisme européen, saluer de ses vives acclamations le triomphe que nous venons de remporter et se l'approprier en quelque sorte en prenant sa part de la dette que nous avons contractée envers ceux qui l'ont acheté de leur sang.

Or voilà le signe certain de l'ALLIANC , de l'ASSOCIATION UNIVERSELLE que nous prédisons; car le jour ou la France et l'Angleterre seront unies, l'Europe entière le sera par elles, et le jour où l'Europe ne formera plus qu'une seule *nation*, l'humanité bientôt ne formera plus qu'une seule FAMILLE.

Nous disions que l'INDUSTRIE affranchie de ses chaînes, allait être appelée enfin à prendre place dans l'Etat, à devenir une puissance politique et à substituer l'action régulière, la pacifique influence de ses chefs aux turbulentes intrigues des représentans abâtardis de la féodalité : mais c'est en vain que nous présentions cet avénement futur de l'industrie comme la conséquence de tous ses progrès antérieurs, comme le complément inévitable d'une possession déjà en grande partie acquise : toute la poésie militaire se déployait aussitôt pour repousser avec indignation une pareille prophétie.

Des désordres sont survenus et partout nous avons vu les notabilités industrielles figurer au premier rang des hommes dont l'influence était invoquée pour y mettre un terme; nous avons vu enfin deux de ces notabilités appelées à la présidence de la seule de nos assemblées politiques qui présente encore quelque simulacre de vie.

Nous ne nous faisons point illusion sur la valeur de ces faits; nous savons fort bien que les industriels qui figurent aujourd'hui sur la scène politique sont bien plutôt redevables de leur élévation à l'importance de leur fortune, qu'à la *capacité* qui en est la source, à l'étendue de leur clientelle, qu'à la *qualité* de leurs cliens; nous savons fort bien aussi qu'eux-mêmes n'ont point la conscience de leur véritable titre à la position qu'ils occupent, et que c'est encore avec les affections et les idées de la bourgeoisie féodale et oisive, qu'ils arrivent au pouvoir et qu'ils l'exercent; mais il n'en est pas moins vrai que toutes méconnues que soient du public et d'eux mêmes, la nature et la *moralité* de leur puissance, cette puissance pourtant est parvenue à se faire jour, et qu'elle n'a plus aujourd'hui qu'un pas à faire pour revêtirson véritable caractère.

Nous disions que le temps était venu de s'occuper de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, et de lui faire faire un pas égal à celui qui jadis l'avait tirée de l'esclavage. Mais lorsque pour émouvoir les cœurs en sa faveur, nous montrions l'abaissement moral et intellectuel auquel elle est condamnée, les souffrances physiques qui l'accablent, la fatalité d'opprobre et de misère qui pèse sur ses enfans, on nous disait que tous ces maux étaient inséparables de l'état social, et on s'efforçait d'étouffer notre voix en nous parlant des excès que nous pouvions provoquer, et en nous racontant avec effroi les scènes de meurtre et de pillage de la révolution française.

Cet argument est aujourd hui sans valeur : la classe ouvrière, la classe qui forme l'immense majorité de la population, ces hommes enfin que nos doctrinaires libéraux ont scientifiquement condamnes à un éternel ilotisme, sous le titre insolent de *prolétaires*, viennent d'être les maîtres de l'opulente capitale de la France, et lorsque la mitraille les avait décimés, lorsque les efforts qu'ils venaient de faire les condamnaient nécessairement à un surcroît de misère, ils ont déposé les armes, ils sont rentrés dans leurs tristes demeures, les mains pures du sang de la vengeance et de la dépouille du riche.

Et maintenant que les faits viennent de donner tant de poids à nos prophéties, qu'il nous soit permis d'en faire une autre.

Le pouvoir est sans force; tous les liens hiérarchiques depuis long-temps affaiblis viennent de se relâcher encore; la société marche vers une dissolution complète. Aucun amour ne lie ses membres, aucune science ne règle ses mouvemens, aucune force ne coordonne ses efforts.

Si cet état se prolongeait elle périrait :

Mais un invincible sentiment lui dit qu'elle ne doit pas périr, mais qu'au contraire elle doit grandir et prospérer encore.

De quel côté se tournera-t-elle pour retrouver la vie qui l'abandonne?

L'anarchie révolutionnaire l'a dégoûtée des principes démocratiques.

La dernière expérience qu'elle vient de faire en s'abandonnant de nouveau à la royauté et à l'église qu'elle avait autrefois renversées, ne lui permet plus de chercher en elles son salut :

Une seule issue lui reste donc, c'est celle que St-SIMON lui a ouverte.

Au milieu de cette Société qui tombe en ruines, une autre Société s'élève pleine de jeunesse et de vigueur : là chacun est PLACÉ SELON SA CAPACITÉ et RÉCOMPENSÉ SELON SES ŒUVRES; là on obéit avec amour, car c'est avec amour qu'on commande; là on marche avec une science certaine vers un but certain. Voilà le port où doit entrer la société qui est menacée de périr, voilà le foyer où les cœurs doivent se réchauffer; les esprits retrouver la lumière, les forces se ranimer. — L'avenir vous appartient nous disait notre maître... — L'avenir s'est rapproché, l'humanité que nous appelons avec amour va bientôt se jeter dans nos bras.

QUELQUES OBSERVATIONS

sur un article du Mémorial Catholique.

Le *Mémorial Catholique*, dans son dernier numéro, reproduisait textuellement et avec la plus grande fidélité typographique, notre proclamation aux Français; cette réimpression nous est doublement agréable : elle contribue à la propagation de la parole Saint-Simonienne, elle répond en même tems, d'une maniere péremptoire, aux craintes que quelques personnes avaient conçues, à la

lecture de notre proclamation, et que plusieurs avaient même manifestées en la déchirant dès qu'elle parut. On prétendait que nous soulevions le peuple contre les prêtres, même que nous l'excitions à les massacrer, et voici des catholiques qui nous réimpriment sans nous blâmer! Nous qui savions à l'avance par qui et comment nous serions lus et compris, nous qui voulions surtout faire réfléchir les hommes qui s'aveuglent sur l'avenir, donner un avertissement à ceux qui dorment au bord d'un précipice, nous pensions bien que notre aristocratie bourgeoise, timide autant qu'elle est oisive, nous accuserait de troubler *l'ordre public*, parce que nous lui annoncions que si elle n'y prenait garde on ferait attention un jour, bientôt peut-être, au *désordre social* produit par son oisiveté. Mais nous ne nous attendions pas, nous devons le dire, à voir des prêtres, ou tout au moins des laïcs, défenseurs zélés du catholicisme, renier à tel point leur dogme, ou, dans le cas contraire, se tromper si complétement sur notre parole, qu'une prophétie sortie de la bouche de Saint-Simon, prophétie qui embrasse et détermine un ordre social tout nouveau, put leur paraître une conséquence logique de leur doctrine. Evidemment, eux ou nous, nous raisonnons mal; examinons.

Nous disions dans la proclamation :

« La *féodalité* sera morte à jamais, lorsque TOUS LES PRIVILÈGES DE LA NAISSANCE, SANS EXCEPTION, SERONT DÉTRUITS, ET QUE CHACUN SERA PLACÉ SUIVANT SA CAPACITÉ, ET RÉCOMPENSÉ SELON SES ŒUVRES;

» Et lorsque cette nouvelle parole religieuse, enseignée à tous, réalisera SUR LA TERRE, le règne DE LA PAIX et de LA LIBERTÉ, que les chrétiens avaient placé seulement DANS LE CIEL, l'église catholique aura perdu toute sa puissance, elle aura cessé d'être. »

Le *Mémorial Catholique* ajoute :

« Nous remarquerons seulement, avant d'engager une discussion avec les disciples de Saint-Simon, que *le christianisme de Bossuet*, ainsi que l'a très-bien dit le savant P. Ventura, *n'est rien moins que le christianisme.* Voici donc comment il faut lire le dernier paragraphe de cette proclamation » : et lorsque la nouvelle parole religieuse (*le catholicisme*), enseignée à tous, réalisera sur la terre le règne de Dieu, le règne de la paix et de la liberté, que *quelques* chrétiens avaient seulement placé dans le ciel, *le système Gallican* aura perdu toute sa puissance, *il* aura cessé d'être. »

Par quelle étrange méprise des catholiques nomment-ils le catholicisme une NOUVELLE parole religieuse? L'avenir que nous annonçons à l'humanité, est, à la vérité tellement en dehors des prévisions de l'église du Christ, que ses prêtres ne peuvent s'associer à de pareils désirs sans les regarder comme une REVELATION TOUTE NOUVELLE de la volonté de leur Dieu; mais alors ce n'est plus le catholicisme, c'est une religion *nouvelle.*

La féodalité sera morte à jamais! Etait-ce un pareil hommage que Jésus voulait qu'on rendît à César? Où seraient alors les deux glaives?

Chacun sera placé suivant sa capacité! Mais quels sont donc les hommes qui, dans la société actuelle, et surtout dans le sein de l'église, prétendraient juger les capacités, les élever, les ordonner entre elles, lorsque César aurait disparu, et que le successeur de saint Pierre serait seul resté debout? Son clergé ouvre-t-il de nouvelles voies à la science? marche-t-il à la tête des grands travaux de l'industrie? peut-il prétendre distribuer aux hommes les trésors de l'intelligence et du travail, lorsque depuis deux siècles, au moins, il est resté de plus en plus étranger à leurs conquêtes?

Tous *les priviléges de la naissance* SANS EXCEPTION *seront détruits!* Et pourquoi donc une voix chrétienne ne s'est-elle pas élevée encore pour protester contre le plus grand de tous les priviléges de la naissance, contre l'hérédité? pourquoi le clergé tout entier, loin de s'associer aux efforts qui nous ont rapprochés du moment où la *récompense selon les œuvres*, c'est-à-dire la véritable *charité*, sera connue et pratiquée sur la terre, a-t-il sans cesse servi d'appui aux autres priviléges de la naissance, dont l'humanité s'est délivrée?

Ministres de Jésus! le peuple qui vous crie que votre royaume n'est pas de ce monde, ne fait que répéter ce que vous lui avez dit vous-même depuis dix-huit siècles; si vous aviez voulu réaliser le royaume de Dieu sur la terre, auriez-vous laissé *la science* grandir hors du temple? et n'auriez-vous pas tenté de vous emparer de la direction des forces pacifiques et créatrices de l'INDUSTRIE pour triompher du pouvoir impie du GLAIVE?

Quoi! *quelques* chrétiens, dites-vous, auraient placé le règne de Dieu seulement dans le ciel et non sur la terre! mais tous ne nous l'ont-ils pas toujours montrée, cette terre, comme un lieu d'exil, d'expiation et de larmes? N'est-elle pas pour tous le royaume de la chair, l'empire du démon? ne nous préparent-ils pas à savoir nous détacher d'elle, en méprisant ses dons empoisonnés?

Catholiques! vous promettez une *nouvelle* parole religieuse qui doit réaliser sur la terre le règne de Dieu : et cette parole ce sera encore le *catholicisme.* Eh! bien nous verrons! Ce serait en effet une merveilleuse *nouveauté*, si Rome, vous autorisait demain à enseigner que cette chute de l'homme, ce péché originel proclamés depuis si long-temps par ses ministres comme la cause *irrémédiable* de tous les vices de la société, n'étaient aussi que du *christianisme selon Bossuet;* et sans doute l'église Gallicane serait grandement surprise, si vous annonciez, d'après le savant père, tel ou tel, que la doctrine qui ne promet de véritable récompense à l'homme vertueux, sage et laborieux que dans une autre vie, *hors de cette terre*, que cette doctrine *n'est rien moins que le christianisme.*

Les rédacteurs du *Mémorial catholique* se disposent à

engager avec nous une discussion : nous nous féliciterons d'avoir enfin à soutenir notre doctrine contre des hommes graves et consciencieux. Mais, pour gagner du temps, nous croyons devoir les prévenir à l'avance, que s'ils sont placés à un point de vue assez élevé pour connaître la valeur providentielle de la réforme, nous leur faisons bon marché de toutes les doctrines protestantes, depuis le gallicanisme révérencieux, jusqu'au plus fougeux luthérianisme. A l'endroit où nous attaquons le christianisme l'église romaine est aussi vulnérable que l'église gallicane, que la confession d'Augsbourg, etc. La doctrine *des deux pouvoirs*, quel que soit le rôle que l'on fasse jouer à l'un par rapport à l'autre, est aujourd'hui impie, comme elle fut sainte pendant dix-huit siècles; par elle subsisterait toujours la lutte, l'antagonisme, entre la religion et la politique, l'église et l'état, le spirituel et le temporel; entre le devoir et l'intérêt, l'esprit et la chair, la théorie et la pratique; entre l'homme et la femme, l'élu et le réprouvé, Dieu et Satan. En d'autres termes, la doctrine chrétienne *des deux pouvoirs* est la dernière expression politique et religieuse du dogme antique *des deux principes*, dogme de l'enfance de l'humanité, croyance de l'homme tant que *la guerre* fut encore pour lui un moyen providentiel de perfectionnement, mais qui serait un obstacle invincible, au règne exclusif de Dieu, si Dieu lui-même, ne s'était pas révélé à nous, par Saint-Simon, dans son UNITÉ.

Quels que soient les efforts que pourrait tenter aujourd'hui le catholicisme pour relever *le monde*, *la terre*, *la chair*, de l'anathème lancé par l'église depuis tant de siècles; quand bien même les sciences *physiques* cesseraient pour lui d'être profanes, et le désir des joies *de ce monde* un scandale; quand il consentirait encore à laver la moitié du genre humain, la femme, de la tache qui, d'après la croyance chrétienne, lui a été imprimée par sa faute originelle; enfin quand il se mettrait en contradiction manifeste avec son dogme, sur tous les points où il voudrait toucher la politique, il ne réussirait ainsi qu'à se rapprocher de la loi nouvelle, qu'à hâter le moment de sa conversion à la foi Saint-Simonienne.

CE QU'ON APPELLE LE GOUVERNEMENT.

Il semble qu'en général nous ayons une idée absolument fausse de ce qu'on doit entendre par les mots *pouvoir*, *gouvernement*. Nulle part ces mots ne sont clairement définis. On dirait que l'action des gouvernemens que nous voyons établis consiste seulement à réprimer. Toutes nos lois sont purement coërcitives. Chacun dit bien ce qu'il ne faut pas faire; pas un ne dit ce qu'il faut faire.

Or nous sentons bien que nous avons quelque chose à faire, et cette affaire-là est commune à tous, c'est de *vivre*. Nous sentons également que pour vivre, nous avons besoin de travailler. La manne ne tombe plus du ciel, et le temps est loin où les fruits des forêts suffisaient à la subsistance des premières créatures humaines disséminées sur la surface du globe. Il faut travailler pour vivre, rien n'est moins contestable; si quelques hommes ne travaillant pas vivent néanmoins, c'est que d'autres travaillent pour eux, et les choses n'en sont pas mieux pour cela. Mais que l'humanité en masse s'avise un beau jour de vouloir se reposer comme ces quelques hommes, il y va pour elle de la vie. L'affaire de l'humanité est donc de *vivre* et par conséquent de *travailler*, mais il ne suffit pas de travailler brutalement, de remuer les bras au hasard et sans dessein : *il faut travailler le mieux possible.* Un ouvrier, qui a une bonne manière de procéder à son travail, fait plus d'ouvrage, et dans le même temps se donne moins de peine qu'un autre qui est moins expérimenté. Il est donc bien important que les plus expérimentés, les plus industrieux, dirigent les autres. Comment se fait-il que les hommes qui prétendent nous gouverner, nous diriger, travailleurs que nous sommes, ne soient pas ceux qui savent les meilleurs manières de procéder au travail?

Il y a plus; tout le monde convient qu'il est avantageux non-seulement de connaître et d'employer les meilleurs moyens qui puissent mener au but, mais encore de se concerter, afin de se partager le travail suivant l'aptitude particulière de chacun, et surtout afin de ne se point entraver mutuellement. Eh bien, nous avons en effet des gens qui s'ingénient à découvrir et à répandre les meilleurs procédés, et d'autres qui nous enseignent à ne pas trop nous entraver les uns les autres. Nous avons des *savans*, des *artistes*, des *professeurs*, des *moralistes*, qui nous gouvernent en effet, de qui nous empruntons des règles de conduite, et des moyens de pourvoir, chacun selon notre savoir faire, à la subsistance commune.

Cependant on ne s'est jamais avisé d'appeler ces gens-là le *Gouvernement*. Sans doute ils ne sont pas constitués: le pouvoir qu'ils exercent n'a ni ensemble ni sanction; mais quelque détournée quelque incomplète que soit leur influence sur la grande affaire du genre humain, on ne peut nier que le gouvernement réel ne réside surtout en eux.

Ce qu'on appelle *gouvernement* aujourd'hui, n'est qu'une police militaire, qui a pour objet non de nous faire vivre, mais de nous empêcher de mourir, en retranchant du milieu de nous ceux qui pillent ou maltraitent les autres. Que vois-je autour de moi sous cette imposante dénomination? Ce qui me frappe, ce sont des juges, des geoliers, des huissiers, des collecteurs, des législateurs qui statuent; gravement sur le *tien et le mien* une forte armée dévouée aveuglément à un chef dont la naissance fait souvent le seul titre à cet acte de confiance d'une grande nation. Je ne vois point là de *gouvernement pour une association de travailleurs.*

De prétendre qu'un pareil état de choses cesse tout-à-

coup, à Dieu ne plaise qu'on en ait l'idée. Nos gouvernemens militaires ont eu leur sanction dans le passé, et lors même que l'exploitation du globe venant à prévaloir sur l'exploitation de l'homme par l'homme, a eu définitivement amené le règne pacifique de l'industrie, le pouvoir de César a du subsister encore transitoirement, car l'ordre qu'il maintenait dans la société était favorable au travail. L'anarchie dans laquelle, sans lui, elle serait tombée, eût étouffé les germes du *progrès*.

Mais qu'une organisation nouvelle se présente, que conçue en *Dieu* lui-même, et s'appuyant sur tout le passé, elle sanctifie le travail, proclame l'amour universel et ouvre à l'humanité un éternel avenir de gloire et de bonheur, je demande ce que signifierait encore ce gouvernement répressif, ce gouvernement des huissiers et des collecteurs.

Depuis la fameuse ode, *O navis referent in mare*, l'image la plus vraie du gouvernement a toujours été empruntée de la manœuvre d'un vaisseau. Plus je médite sur la nature du gouvernement tel qu'il existe aujourd'hui, plus il me semble un navire en pleine mer dont le pilote s'occupe seulement de prévoir et d'éviter les écueils, les bancs de sable, mais qui du reste, vogue au hasard, sans but, sans destination, sans s'inquiéter où il abordera. Des rameurs sur ce vaisseau, il y en a; véritables galériens, dont la tâche est d'autant plus pesante, et le salaire plus léger, que le bâtiment est rempli de passagers oisifs, et de guerriers qui consomment les provisions, à la condition seulement d'empêcher les rameurs de se plaindre ou de s'arrêter pour reprendre haleine. En vain redoublera-t-on d'efforts; de port sur cette mer, on n'en connaît point. Le but est seulement de ramer, de toujours ramer.

Est-ce donc bien un véritable *pilote* qui commande la manœuvre de ce vaisseau? Comment la chiourme lui obéit-elle? est-ce par la confiance qu'elle a dans ses lumières? Non, c'est parce que les oisifs et les guerriers lèvent le bâton sur la chiourme, et qu'elle n'aura son pain quotidien qu'à la condition de courber aveuglément la tête sous ce joug de fer.

Ramez donc misérables! Si l'un de vous donne des coups de sa rame sur la tête d'un de ses compagnons, qu'on descende le coupable à fond de cale. Si d'aventure nous rencontrons un autre navire, faisons-lui le plus de mal possible, brisons-lui un de ses rangs de rames ou son gouvernail; qu'il ne puisse plus voguer; et vive *la patrie!*

Quelle pitié! Et l'on nous rit au nez, lorsque nous voudrions que celui d'entre tous ces gens que la nature a fait pilote, se levât debout sur la proue, et montrant du doigt l'horizon, criât: « courage, enfans! là est le port. Je vous distribue le travail selon vos forces, prenez la rame de votre frère lorsqu'il est fatigué; croyez-en moi parce que je vous aime, et confiez-vous en Dieu; nous arriverons! »

On rit. Les plus polis nous appellent bonnes gens. Pour d'autres nous sommes de pauvres fous, de misérables dupes: mais ce qu'il y a de plus plaisant, c'est d'en voir quelques-uns, à qui nous avons fini par faire concevoir la maladie de l'époque, qui conviennent du mal alors que nous leur mettons le doigt sur la plaie, et qui ne veulent pas qu'on s'occupe d'en chercher et d'en appliquer le remède.

ANNONCES.